



## Lettre ouverte à Madame Hidalgo et aux élu-E-s du Conseil de Paris

Plusieurs milliers d'emploi en contrats aidés sont menacés à la Ville de Paris et dans des associations qui exercent des missions de service public ou d'utilité publique. La mise en œuvre de ces missions est compromise si ces emplois ne sont pas pérennisés et il s'agit d'un vaste plan de licenciement aux conséquences sociales terribles.



Nous sommes bien évidemment fermement opposés à ces mesures brutales et injustes. Nous constatons d'ailleurs que six maires adjoints de la ville de Paris ont exprimé dans *le Monde* que « *La fin des contrats aidés menace la politique sociale de la Ville de Paris* ». Nous sommes scandalisés par le cynisme du porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner qui affirme tranquillement que « *Les contrats aidés sont des emplois sparadrap qui garantissent la précarité, le temps partiel et la quasi non-espérance d'un emploi pérenne* ».

Mais ce n'est pas pour autant que nous nous résignons à la pérennisation de la précarité et cela même si comme l'affirme André Laignel président Comité des finances locales (CFL) « *le passage d'un emploi aidé à un emploi pérenne coûtera trois fois plus aux collectivités* » (André Laignel président Comité des finances locales (CFL)).

C'est pourquoi nous vous demandons de prendre vos responsabilités en agissant à la fois pour le maintien des missions de service public et d'utilité publique et pour la pérennisation des emplois :

1. en vous substituant en urgence à l'Etat pour assurer le maintien des emplois dans les associations et en contribuant à leur pérennisation.
2. en ouvrant à la Ville de Paris un plan de dé-précarisation, de créations d'emplois publics et de formation, permettant d'intégrer les agents en contrats aidés.

Malgré la baisse des dotations aux collectivités locales que nous condamnons, Paris est encore une Ville qui a les moyens d'agir.

Personne ne comprendrait que la ville de Paris soit prête à dégager des moyens supplémentaires pour l'organisation des Jeux Olympique mais qu'elle se refuse à le faire pour les milliers de personnes en fin de contrats sans solution d'avenir.

Paris, le 25 septembre 2017

**Contacts :**

La CGT Paris : [accueil@cgtparis.fr](mailto:accueil@cgtparis.fr)

la FSU territoriale Paris : [supap-fsu@paris.fr](mailto:supap-fsu@paris.fr)

Solidaires : [contact@syndicat-asso.fr](mailto:contact@syndicat-asso.fr)